19 novembre 2001

01.157

Interpellation du groupe socialiste

Swissair et ses turbulences

L'Etat n'a pas pour tâche de sauver les entreprises privées conduites à la débâcle par l'incompétence de ses dirigeants. Le cas de Swissair est pour toute une série de raisons à ce point exceptionnel que les Chambres fédérales ont clairement approuvé l'entorse faite à cette règle par le Conseil fédéral, qui a décidé d'investir plus de deux milliards de francs pour sauver d'abord cette compagnie de la faillite et participer ensuite au capital de la nouvelle compagnie Crossair 26/26.

A l'inverse des parlementaires fédéraux, les députés des cantons, également appelés à financer Crossair 26/26, ne sont pas placés devant le fait accompli puisqu'aucune dépense n'a encore été effectuée. Le groupe socialiste a jugé opportun en conséquence de discuter du projet du Conseil d'Etat de soutenir l'aviation civile par l'acquisition de 400.000 francs d'actions.

Le constat est évident et partagé par tous. La gestion de Swissair a été catastrophique et à certains égards même scandaleuse, dans la mesure où il est établi qu'il n'y a pas eu que de l'incompétence ou de la négligence. On en veut pour preuve le montant d'un milliard de francs qui a été remboursé il y a peu de temps encore aux banques, alors que Swissair se trouvait déjà dans une situation qui ne lui permettait plus de faire face à ses engagements. Ce parti pris de privilégier les banques par rapport aux autres créanciers et au personnel est inacceptable. Il est tout autant inacceptable de voir aujourd'hui les principaux responsables de la débâcle de Swissair ne rien faire pour financer un plan social en faveur du personnel licencié. Il ne reste ainsi plus qu'à espérer que le monde politique saura tirer des leçons de ce chaos.

Un bon sujet de réflexion en tous les cas pour les adversaires de l'Europe et celles et ceux qui font de la privatisation un credo.

Pour ce qui est des perspectives d'avenir, l'avis au sein du groupe socialiste est également unanime: le projet Crossair 26/26 est risqué, ce que, suivant les spécialistes en matière d'aviation, le Conseil fédéral admet lui-même. Il s'agit donc dans une certaine mesure d'un pari sur l'avenir, que d'autres arguments que celui de l'image de la Suisse à l'étranger justifient. Notre économie a en effet besoin d'une compagnie d'aviation en mesure d'assurer des liaisons intercontinentales.

Le groupe socialiste est par contre divisé au sujet de la position que le canton doit adopter dans cette affaire. La majorité de ses membres est néanmoins d'avis qu'il est normal que Neuchâtel participe au financement de Crossair, à hauteur de 400.000 francs, montant-plafond fixé par le Conseil d'Etat. Il doit le faire essentiellement pour aider à essayer de sauver les 35.000 emplois qui sont encore en jeu. Par rapport à 35.000 emplois, une contribution de 400.000 francs n'apparaît d'ailleurs pas exagérée. Il doit le faire également par solidarité confédérale, même s'il est évident que la perte de tous ces emplois aurait quelques répercussions sur le plan économique pour notre canton.

Le groupe socialiste souhaiterait toutefois obtenir du Conseil d'Etat certaines précisions sur ses intentions, si ce n'est des assurances. Notre groupe attend dès lors les réponses aux questions suivantes:

- Le Conseil d'Etat entend-il subordonner la participation du canton de Neuchâtel à la création de Crossair 26/26 à certaines conditions, et si oui, lesquelles?
- Le Conseil d'Etat a-t-il l'intention de se joindre au groupe d'actionnaires qui vont entreprendre des démarches judiciaires contre les anciens membres du Conseil d'administration de Swissair, sur le plan civil comme sur le plan pénal?
- Le Conseil d'Etat est-il prêt à intervenir auprès des banques pour leur demander de financer un plan social?

Signataires: M. Bise, P. de Pury, C. Borel, M.-C. Jeanprêtre, M. Debély, O. Duvoisin et G. Spoletini.